



HAL
open science

Les élections de 2022 en Sud-PACA : le Rassemblement national, de l'avertissement à la domination

Christine Pina, Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Christine Pina, Gilles Ivaldi. Les élections de 2022 en Sud-PACA : le Rassemblement national, de l'avertissement à la domination. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2023, 58 (1), pp.11-30. halshs-04173010

HAL Id: halshs-04173010

<https://shs.hal.science/halshs-04173010>

Submitted on 28 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections de 2022 en Sud-PACA : le Rassemblement national, de l'avertissement à la domination

Christine Pina (UCA-ERMES), *Gilles Ivaldi* (Sciences Po, CEVIPOF, CNRS)

Cet article est la version pre-print d'un article paru dans *Pôle Sud* :

Pina, Christine, et Gilles Ivaldi. « Les élections de 2022 en Sud-PACA : le Rassemblement National, de l'avertissement à la domination », *Pôle Sud*, vol. 58, no. 1, 2023, pp. 11-30.

dont la version publiée est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2023-1-page-11.htm>

Résumé

Cet article analyse les résultats des élections présidentielle et législatives de 2022 en région PACA. Ces scrutins ont été marqués par la fin du couplage « présidentielle-législatives », par la puissance du « front anti-Macron » et la quasi-disparition du front républicain face à l'extrême-droite. L'étude de la séquence électorale de 2022 montre que, si ces élections peuvent s'analyser par le contexte politique national marqué par une présidence Macron affaiblie par une succession de crises, des explications sont aussi à aller chercher dans l'évolution des grands équilibres politiques régionaux bien avant ces consultations. Notre analyse illustre des tendances de fond : faible implantation des forces macronistes, déclin de la droite traditionnelle dans l'ère post-Sarkozy, faiblesse structurelle d'une gauche rétractée sur sa frange radicale autour de LFI, et, de manière plus significative, implantation du RN et notabilisation croissante de ses élus.

This paper looks at the 2022 presidential and legislative elections in the PACA region. These elections have seen the end of the link between presidential and legislative election outcomes, the strength of anti-Macron protest, and the waning of the traditional Republican front against the far right. As our analysis suggests, the results of the 2022 election in PACA reflected such national dynamics, in particular the weakening of Macron's presidency in the wake of multiple crises. However, the 2022 electoral sequence also illustrated deeper and longer-term trends at the regional level i.e. LREM's weak organizational party presence since 2017, the electoral decline of the conservative Right in the post-Sarkozy era, the weakness of a political Left now reduced to its radical component around LFI, and, most importantly, the increasing strength of the RN at the local level.

Introduction

Alors que les échéances électorales de 2012 puis de 2017 avaient permis d'observer une grande cohérence entre les élections présidentielle et législatives – ces dernières permettant au président nouvellement élu de disposer d'une majorité confortable à l'Assemblée nationale –, la séquence de 2022 a acté, que ce soit au niveau national ou au niveau régional, le découplage des deux scrutins. Plus encore, 2017 semblait attester de l'entrée dans un nouvel ordre politique, dans lequel LREM viendrait bousculer les équilibres électoraux pour s'imposer durablement comme rempart à l'extrême-droite. En région Sud-PACA¹, c'est d'autant plus le cas, qu'en 2017, les élections législatives avaient consacré LREM comme vainqueur incontesté : avec 22 sièges obtenus par le parti du président nouvellement élu (sur les 42 possibles) et 2 sièges par le Modem, la région paraissait alors rompre avec la domination de la droite républicaine et la primauté du PS et de ses alliés sur la gauche régionale. Le FN, quant à lui, ne disposait plus d'aucun député, quand la Ligue du Sud conservait un siège dans la 4^{ème} circonscription du Vaucluse.

Dès lors, 2022 peut être lu en première analyse comme une rupture spectaculaire la majorité présidentielle ne fait élire que 11 députés dans la région, quand le RN (ex-FN), avec 21 députés élus, passe du statut d'adversaire menaçant et sans trophée à celui de parti dominant, d'autant plus qu'aucune autre famille politique ne peut rivaliser quantitativement avec lui (Tableau 1). Cette région apparaît même en 2022 comme la principale zone de force du mouvement lepéniste, devant les Hauts-de-France et l'Occitanie, autres bastions de l'extrême-droite, qui élisent respectivement 20 et 15 députés RN. Le parti conduit par J. Bardella conquiert ainsi la moitié des circonscriptions en PACA, une réussite d'autant plus frappante que la dernière élection d'une députée FN aux élections législatives remontait à 2012² dans la région. Face au RN, et en dépit du score important d'Éric Zemmour au premier tour de l'élection présidentielle, Reconquête ! y échoue dans sa tentative d'implantation par les législatives.

Le duopole LREM-LR (dominé par le parti macroniste) qui semblait se dessiner en 2017 sort, quant à lui, considérablement affaibli des dernières échéances électorales. La droite perd 10 de ses 15 sièges dans une région où elle était encore dominante dix ans auparavant quand la majorité présidentielle en abandonne 13. A gauche, la disparition du PS et de ses alliés du paysage législatif, actée lors de la précédente mandature, est confirmée : la NUPES, en fédérant les forces de gauche sous l'impulsion de LFI, n'obtient que 5 sièges.

¹ Depuis 2018, la Région PACA est devenue Sud-PACA, avant que le nom Région Sud ne s'impose. Dans l'article et pour éviter les confusions, nous utilisons alternativement « PACA » et « Sud ».

² Marion Maréchal-Le Pen dans le Vaucluse.

**Tableau 1 : Nombre d'élus par étiquettes et familles politiques
en région Sud-PACA (2012-2022)**

	2012	2017	2022
Front de gauche (2012) → FI ou communiste (2017) → NUPES	1	2	5
<i>Pertes-gains (2012-2017 ; 2017-2022)</i>		+ 1	+ 3
PS et alliés	14	0	0
PS	11	0	0
Radicaux de gauche	2	0	0
Europe Écologie Les Verts	1	0	0
<i>Pertes-gains (2012-2017 ; 2017-2022)</i>		- 14	0
UMP + UDI (2012) → LR (2017, 2022)	25	15	5
<i>Pertes-gains (2012-2017 ; 2017-2022)</i>		- 10	- 10
LREM-« Ensemble ! » et alliés	0	24	11
LREM (2017) – Ensemble (2022)	0	22	11
Modem	0	2	0
<i>Pertes-gains (2012-2017 ; 2017-2022)</i>		+ 24	- 13
Extrême-droite	2	1	21
FN → RN (2022)	1	0	21
Ligue du Sud	1	1	0
<i>Pertes-gains (2012-2017 ; 2017-2022)</i>		- 1	+ 20

Source : tableau reconstitué par nos soins à partir des résultats du ministère de l'Intérieur

La séquence électorale de 2022 est l'occasion d'interroger, à distance, ce qu'a signifié celle de 2017 (une recomposition pérenne, un événement isolé, un épisode d'une séquence plus longue ?) et de mettre en discussion plusieurs constats établis alors : la réussite électorale du mouvement macroniste en PACA, sur d'anciens bastions électoraux que se disputaient, jusqu'en 2012, la droite et la gauche républicaine ; la solidité du front républicain face au RN et la capacité de la formation macroniste à s'en prévaloir avec succès (Martin 2021) ; des législatives devenues miroirs de la présidentielle (Marcé et Chiche, 2017).

Reflète des dynamiques nationales, les élections de 2022 en PACA ont été marquées par la fin du couplage « présidentielle-législatives », par la puissance du « front anti-Macron » et, à l'inverse, par la quasi-disparition du front républicain face à l'extrême-droite. Ainsi, dans cette région, les scrutins de 2022 viennent illustrer des tendances de fond : faible implantation des forces macronistes, déclin de la droite traditionnelle dans l'ère post-Sarkozy, faiblesse structurelle d'une gauche rétractée sur sa composante radicale autour de LFI.

En prenant le parti d'entrer dans l'étude de la séquence électorale de 2022 par les législatives et non plus, comme traditionnellement, par le scrutin présidentiel, nous montrerons que, si ces élections peuvent s'analyser par le contexte politique national marqué par une présidence Macron affaiblie par une succession de crises (Perrineau 2022) qui met à mal le front républicain et révèle l'épuisement de la dynamique macroniste, des explications sont aussi à aller chercher dans l'évolution des grands équilibres politiques régionaux bien avant ces consultations, notamment une installation solide du RN au plan local, qui a permis l'accession de ses élus locaux à l'Assemblée nationale.

Des élections à « fronts renversés »

En PACA, les scrutins de 2022 montrent que deux « fronts » se sont entrechoqués à la présidentielle et, plus encore, lors des législatives. Le premier est celui qui s'est érigé contre le président sortant, en rassemblant des oppositions et des protestations protéiformes. Le second, plus traditionnel, a été le front républicain contre l'extrême-droite, dont on verra qu'il a été « à géométrie variable »³, en PACA comme ailleurs.

La fin de l'état de grâce pour LREM-Ensemble ! aux législatives

En cinq années, le mouvement macroniste est passé de 24 députés⁴ à 11. La déconvenue peut paraître spectaculaire. Toutefois, il convient de rappeler qu'en 2017, si le parti présidentiel peut se satisfaire de détenir la majorité des sièges en PACA, il le doit en grande partie à une abstention différentielle (Dolez, 2004) bénéficiant aux candidats macronistes. Dans cette région, les élections législatives de 2017 ont correspondu au modèle plus général d'élections de « confirmation » (Dupoirier et Frogner, 2009), marquées par la démobilisation des électeurs des candidats battus lors de la présidentielle et par la validation de la dynamique présidentielle (Marcé et Chiche, 2017).

En 2017, les candidats LREM en PACA avaient réuni 31 % des suffrages exprimés au premier tour des législatives, soit un gain de plus de 12 points par rapport au score d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle. En 2022, les candidats d'Ensemble ! ne totalisent plus que 24,6 % des voix, soit un gain d'à peine 1,3 % avec le président sortant, alors même que l'abstention s'élève à 54,3% (soit 1,4 points de plus que 5 ans plus tôt). Ainsi, la dynamique positive post-présidentielle qui avait porté les candidats LREM en 2017 ne se confirme pas, que les candidats soient par ailleurs sortants (seuls 6 sur 19 sont réélus) ou nouveaux entrants. Ainsi, l'étiquette « Ensemble ! » a pu agir, ainsi que le suggèrent A. Laurent, B. Dolez et J. Chiche pour l'ensemble de la France (2022, p. 267), comme un « repoussoir » pour une partie de l'électorat.

Au-delà de la « sanction » possible de certains candidats macronistes sortants (Christophe Castaner, dans les Alpes-de-Haute-Provence, en est un exemple éloquent), en 2022, les candidats Ensemble ! ne peuvent, ni compter sur l'argument du renouvellement « nécessaire » des élus, ni profiter de la sur-mobilisation des électeurs soutenant le président « nouvellement réélu ». Ces législatives constituent de ce point de vue un tournant de « normalisation » pour ces candidats (Lefebvre 2021). Ces derniers sont invités à faire leurs preuves face aux électeurs mais sans réseaux d'élus consistants et pérennes dans le temps aptes à mobiliser des soutiens. C'est donc bien l'implantation locale des candidats LREM qui est questionnée. De ce point de vue, les réussites de LREM lors des législatives de 2017 apparaissent comme des résultats en trompe l'œil, comme l'ont indiqué, en 2020 et 2021, les scrutins intermédiaires⁵. Pour ne prendre que cet exemple, dans les conseils départementaux élus en 2021, les élus macronistes sont également portions congrues⁶, quand ils ne sont pas absents comme au sein des conseils départementaux du Var et du Vaucluse.

En PACA, les élections législatives de 2022 ont ainsi mis en lumière certaines limites de « l'entreprise Macron » (Dolez *et alii* 2022). Les organisations partisans soutenant le président, – ce qui constitue pour R. Lefebvre un parallèle possible avec LFI – semblent bien être « des machines présidentielles, centrées sur leur dirigeant, qui ont pour vocation principale de le promouvoir et de préparer la prochaine élection présidentielle » (Lefebvre 2022a, p. 175). Au premier tour de

³ Joël Gombin, « FN à Villeneuve-sur-Lot : le front républicain, cette arme politique à géométrie variable », *L'Obs*, 24 juin 2013.

⁴ Nous additionnons ici les élus LREM et Modem de 2017.

⁵ Voir à ce titre l'analyse de Rémi Lefebvre (2022a).

⁶ Sur les 252 conseillers départementaux élus en 2021 en PACA, 6 sont étiquetés LREM et 1 Modem.

l'élection présidentielle, Emmanuel Macron progresse ainsi de plus de 90.000 voix par rapport à 2017 et se hisse à la deuxième place avec 23,3% des voix dans la région (contre 27,8% au niveau national).

Les consultations de juin ont, elles, révélé le caractère faiblement durable des victoires législatives de 2017, tant « la légitimité locale des députés, élus principalement sur le nom du président de la République, est fragile » (Lefebvre 2022a, p. 172). Pour preuve de l'absence de continuité entre les législatives de 2017 et de 2022 et de la remise en cause du caractère confirmatoire de ces élections, les candidats « macronistes » ne sont plus que 31 à atteindre le second tour des législatives (dont 13 après avoir obtenu le meilleur score au 1^e tour), alors qu'ils étaient 41 en 2017, 36 étant arrivés en tête lors du 1^e tour (Annexe 2). Au total, le nombre d'élus LREM-Modem passe de 24 en 2017 à 11 en 2022.

La faiblesse des candidats macronistes est visible dans toutes les configurations observées au 2nd tour. Non seulement ils ne sortent plus systématiquement victorieux de leurs duels avec des prétendants RN (ce qui avait expliqué en partie leurs résultats en 2017), mais ils sont également battus dans toutes les circonscriptions où ils sont opposés à des candidats LR, c'est-à-dire essentiellement dans les circonscriptions des Alpes-Maritimes⁷. Ce département met en exergue un élément de l'équation législative 2022 : implantation réticulaire et incarnation dans des assemblées politiques dont ne peuvent se prévaloir les candidats macronistes (Ivaldi et Pina, 2017). Finalement, le seul type de duel à l'avantage des candidats soutiens du président Macron reste celui les opposant aux candidats NUPES, puisque sur 8 duels, ils en emportent 5. Dans ce cas, l'on peut faire l'hypothèse que les candidats Ensemble ! ont réussi à capter au-delà de leur base électorale, en confortant leur avance au 1^{er} tour (4 cas sur 5) et en ralliant des électors modérés de la droite.

Face à LREM, le RN a, lui, fait la démonstration de son implantation dans la région, quelle que soit l'élection de 2022 considérée. Marine Le Pen y arrive une nouvelle fois en tête du 1^e tour de la présidentielle avec 27,6% des suffrages exprimés (Annexe 1), malgré la concurrence directe d'Éric Zemmour qui, avec 11,7% des suffrages exprimés, réalise en Sud-PACA sa deuxième meilleure performance régionale, derrière la Corse⁸. Si elle recule en PACA, que ce soit en termes de suffrages exprimés que d'inscrits, M. Le Pen devance encore E. Macron de 4,3 points dans la région.

Présent dans toutes les circonscriptions au premier tour des législatives de 2022, le parti lepéniste réunit au total 25,6 % des voix, contre 18,7 % sur le plan national. Les candidats RN font peu ou prou aussi bien que Marine Le Pen au 1^e tour de la présidentielle (27,6 %) et ne semblent plus souffrir en 2022 de la démobilisation électorale qu'ils avaient connue en 2017 (recul de près de 8 points par rapport au score de leur présidente dans la région).

Le front républicain au défi d'une extrême-droite recomposée

L'emprise de l'extrême-droite sur la région, couplée à la faiblesse du macronisme dans les législatives, se reflète dans les résultats des affrontements de 2^e tour des scrutins de 2022 (Annexe 2).

Concernant le 2^e tour de l'élection présidentielle, au niveau régional, Marine Le Pen devance d'une courte tête Emmanuel Macron avec 50,5%. En 2017, c'est ce dernier qui s'était imposé avec 55,5 % des voix en PACA, 10,6 points en-dessous cependant de son résultat national. Le candidat d'En Marche ! avait alors pris le dessus dans son duel avec sa rivale d'extrême-droite dans tous les

⁷ Voir Cloé Ponzo dans ce numéro.

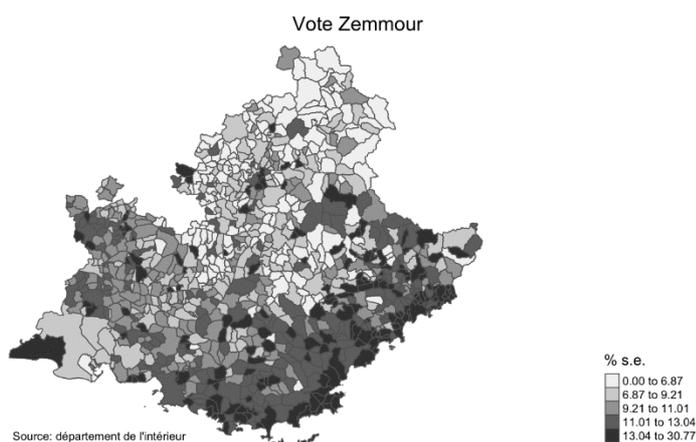
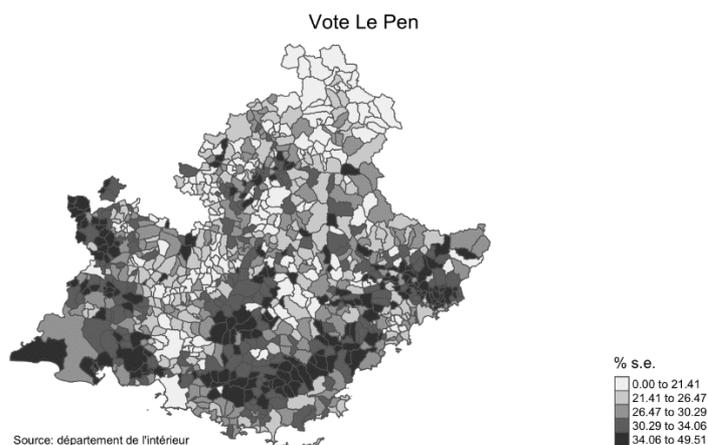
⁸ Voir André Fazi dans ce numéro.

départements ainsi que dans la totalité des grandes villes de la région, à l'exception notable de Fréjus qui était demeurée dans le giron lepéniste.

Le second tour de la présidentielle 2022 coupe désormais la région en deux : Emmanuel Macron conserve l'avantage sur sa concurrente dans les Alpes-Maritimes (50,1%) – avec un écart d'à peine plus de 1300 voix –, les Bouches-du-Rhône (52,1%) et dans les Hautes-Alpes (55,1%). Marine Le Pen arrive en tête du second tour dans les trois autres départements : Alpes-Haute-Provence (51,5%), Vaucluse (52%) et Var (55,1%).

En PACA plus qu'ailleurs, le vote Zemmour a pu jouer comme élément de légitimation de l'extrême-droite et fournir parallèlement un réservoir substantiel de voix pour Marine Le Pen au 2^e tour de l'élection présidentielle. L'analyse des corrélations au niveau des 946 communes de la région montre que le vote Zemmour en 2022 est lié à parts égales avec les votes Le Pen (0,37) et Fillon (0,37) de 2017. Ces relations sont particulièrement fortes dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes et le Vaucluse. Les corrélations avec le vote Fillon sont, elles, surtout visibles dans les Alpes-Maritimes et le Var où le polémiste obtient ses meilleurs scores régionaux. Par ailleurs, les données sociologiques de l'INSEE montrent que le vote Zemmour a été plus fort en moyenne dans les communes bourgeoises où le revenu médian est plus élevé, notamment dans les Alpes-Maritimes (Saint-Jean-Cap-Ferrat, Èze-sur-Mer, Cannes ou Antibes), le Var (Saint-Tropez, Grimaud, Sainte-Maxime ou Bandol) et le Vaucluse (L'Isle-sur-la-Sorgue) (Cartes 1 et 2).

Cartes 1 et 2 : Scores des candidats Le Pen et Zemmour au 1^e tour de la présidentielle 2022 en Sud-PACA



Au plan national, les enquêtes électorales ont montré des reports de l'ordre de 75 % des électeurs Zemmour du premier tour sur la candidate du Rassemblement national (Jacquet-Vaillant, 2022). Au niveau régional, une analyse fine à l'échelle des bureaux de vote confirme que les gains de Marine Le Pen entre les deux tours sont positivement corrélés avec le niveau du vote Zemmour au premier tour (corrélation de 0,3), en particulier dans le Vaucluse (corrélation de 0,7) où la jonction entre les deux électorats d'extrême-droite peut témoigner des liens anciens tissés entre le FN/RN et les autres forces d'extrême-droite – notamment la Ligue du Sud de Jacques Bompard – autour de la figure tutélaire de Marion Maréchal-Le Pen, soutien en 2022 d'E. Zemmour.

Aux législatives, même si les transferts de vote ne sont pas automatiques entre les candidats des deux formations, c'est bien dans les circonscriptions où les candidats de Reconquête ! ont fait les meilleurs scores que les gains en voix pour les candidats RN entre les deux tours sont les plus importants, avec une corrélation de 0,45 sur l'ensemble des 30 circonscriptions où les candidats RN sont qualifiés. Seule exception, le département des Bouches-du-Rhône laisse apparaître une situation beaucoup plus hétérogène. A l'inverse, la présence de candidats Reconquête ! a pu potentiellement priver les candidats RN des suffrages nécessaires pour accéder au second tour dans seulement deux circonscriptions : la 2^e des Alpes-de-Haute-Provence et la 1^e des Hautes-Alpes. Ailleurs, l'effet de la concurrence du parti d'Éric Zemmour a été négligeable.

Dès lors, si les candidats d'Ensemble ! peinent à confirmer en 2022 les résultats observés cinq ans plus tôt, ils le doivent en grande partie à leur difficulté à s'imposer comme des remparts face à l'extrême-droite. En région PACA, le front républicain semble se désagréger en 2022, alors même qu'il avait été mobilisé contre le FN-RN à deux reprises en 2015 et 2021 à l'occasion des élections régionales, mais jamais dans l'unanimité complète à droite et jamais sans regrets à gauche.

Ainsi, au 2^e tour des dernières législatives, on observe en PACA un « protocole anti-RN » peu homogène. Dans les 30 circonscriptions où la formation lepéniste qualifie un candidat (Annexe 2), 18 duels au total se sont joués sans aucune consigne de vote de la part des perdants du 1^e tour, qu'ils soient NUPES ou Ensemble !⁹. Du côté de la majorité présidentielle, la position du cas par cas l'emporte et, s'il y a soutien à l'adversaire encore en lice du candidat RN, celui-ci est mesuré, preuve que le front républicain est un argument d'autant plus mobilisé qu'il est électoralement payant et que la gauche est faible. Pour la NUPES, les battus du 12 juin naviguent entre appel à voter pour les candidats macronistes encore qualifié pour le 2nd tour et consigne de ne donner aucune voix au RN, sorte d'entre-deux inconfortable qui peut s'entendre tout autant comme un soutien faiblement formalisé pour les candidats Ensemble ! et une suggestion d'abstention. Dans le Var, c'est d'ailleurs cette position qui a été systématiquement choisie par les battus de la NUPES et dans 3 cas sur 4, dans le Vaucluse.

Outre les incompatibilités idéologiques solidifiées par l'élection présidentielle et que vont d'ailleurs mobiliser les camps macroniste et mélenchoniste pour justifier une stratégie par circonscription, les élections législatives témoignent aussi que les coalitions partisans Ensemble ! et NUPES sont des alliances de circonstance que les candidats locaux sont appelés à décliner.

Du point de vue des suffrages, dans les circonscriptions où il est présent au 2^e tour, le RN recueille en moyenne 51,2% des suffrages exprimés et un gain moyen d'environ 23 points par rapport au score de ses candidats au premier tour face à la NUPES et à Ensemble, et de 15,8 points dans les deux duels qui l'opposent à la droite. Au regard de 2017, le succès législatif en 2022 du RN repose

⁹ Assma Maad, Romain Geoffroy, Théo Guimier, William Audureau, Pierre Breteau, « Législatives 2022 : quelles consignes de vote donnent les candidats de la Nupes en cas de duel Ensemble !-RN ? », *Le Monde*, 16 juin 2022. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/06/16/legislatives-2022-queelles-consignes-de-vote-donnent-les-candidats-de-la-nupes-en-cas-de-duel-ensemble-rn_6130673_4355770.html

sur une double dynamique : des résultats élevés au 1^e tour – avec des scores moyens de 28,4 % – et des gains plus substantiels enregistrés entre les deux tours, dans des duels souvent très serrés.

Ces gains restent cependant de même ampleur que ceux enregistrés au niveau national. C'est donc bien son socle électoral de premier tour qui paraît conférer au mouvement lepéniste son avantage en PACA, notamment dans les circonscriptions où le RN arrive en tête au 1^e tour. A. Laurent, B. Dolez et J. Chiche (2022, p. 267) rappellent à cet égard, que « la victoire s'offre dans 80 % des cas au candidat arrivé en tête au 1^e tour ». C'est le cas pour la formation lepéniste en PACA : le 12 juin, les candidats RN arrivent en tête dans 17 des 21 circonscriptions où ils l'emportent 7 jours plus tard.

Tableau 2 : Évolution des résultats du FN/RN aux législatives entre 2017 et 2022

	2017 ¹⁰	2022
Présence FN/RN au 2 ^e tour	18	30
Circonscriptions où le FN/RN est en tête au premier tour	3	17
Score moyen 1 ^e tour (<i>en % des s.e</i>)	24,4	28,4
Score moyen 2 ^e tour*	43,3	51,2
Gains moyens T1-T2	18,9	22,9
Élus	0	21

**Dans les circonscriptions où le parti se qualifie au second tour*

Source : ministère de l'Intérieur

En 2022, presque la moitié des confrontations (20 sur 42) oppose des candidats RN à des candidats Ensemble ! Mais alors qu'en 2017, les candidats LREM l'emportaient à chaque fois en PACA dans ce type de duel, ce n'est plus le cas qu'à 6 reprises en 2022¹¹. Dans ce contexte, il semble que, de rassembleurs des électorats modérés des deux bords en 2017, les candidats de la coalition pro-Emmanuel Macron apparaissent en 2022 comme des candidats à battre, quels que soient les adversaires, si l'on retient une lecture stratégique de ces résultats.

Il serait toutefois réducteur de ne regarder que les défaites d'Ensemble ! : la NUPES, opposée à 8 reprises au RN, doit se contenter de quatre victoires dans cette configuration. Si le parti macroniste a perdu sa capacité à se construire comme un rempart au RN, la gauche rassemblée n'y parvient pas totalement non plus.

Il convient alors d'aller chercher les explications des résultats observés au-delà des configurations électorales de 2022 et du contexte de ces scrutins.

¹⁰ En 2012, le FN est présent dans 23 circonscriptions au 2^e tour.

¹¹ Nationalement, face à la majorité présidentielle, le RN gagne 53 des 107 duels recensés. De la même façon, 33 des candidats d'extrême-droite sont élus dans les 65 duels qui l'opposent à la gauche. C'est à droite que les candidats ont le mieux résisté à la vague RN : ce dernier ne gagne que 2 de ses 31 duels (dont Franck Allisio dans les Bouches-du-Rhône).

2022 ou l'illusion d'une séquence inédite et homogène

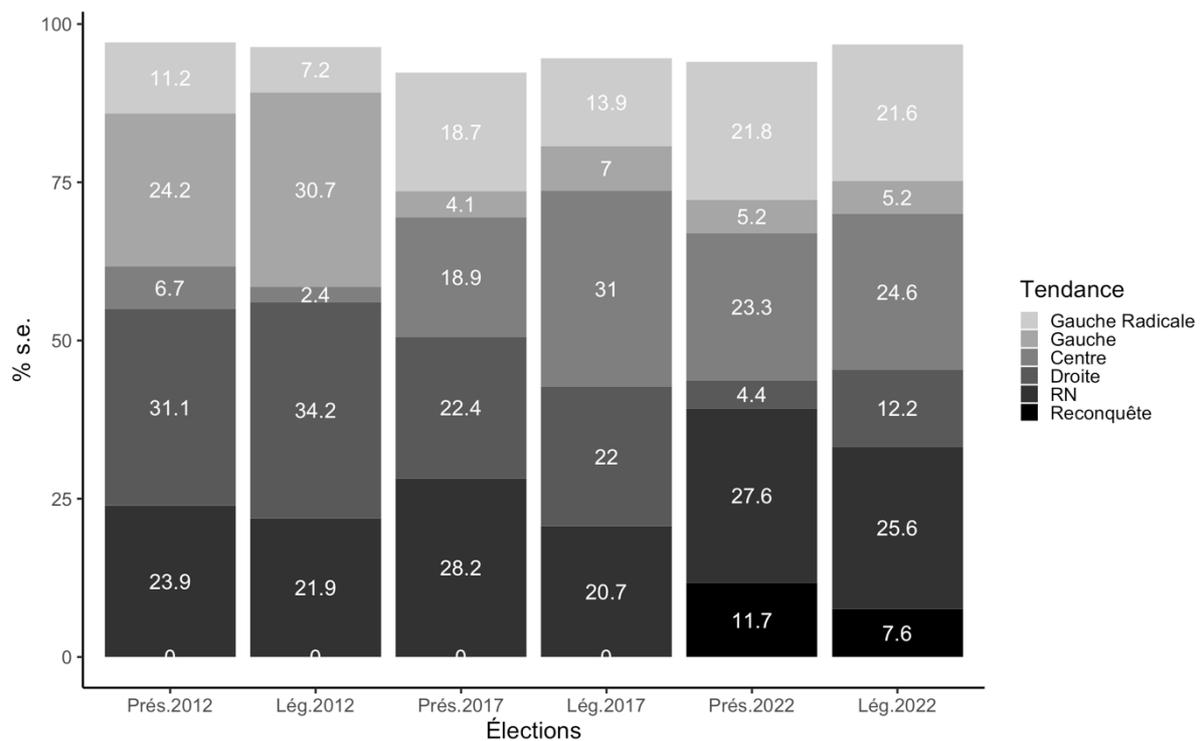
Cinq années après la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle, la séquence électorale de 2022 était l'occasion d'attester la réussite de l'ambition macronienne : installer LREM comme force centrale de la vie politique capable de capter des électeurs modérés ; renvoyer les partis politiques traditionnels à un monde ancien qu'il convenait de remplacer (d'abord le PS en 2017, puis LR en 2022) ; bâtir les victoires électorales (en particulier présidentielle) sur l'assurance de l'incapacité de l'extrême droite à s'imposer, et ce d'autant plus pour des élections aux modes de scrutin peu favorables au RN.

En PACA, 2022 démontre les limites de ce projet, sous l'effet en particulier d'une transformation longitudinale des équilibres politiques et de la notabilisation des candidats RN. Car si en 2017 puis en 2022, le PS et LR ont subi des reflux électoraux significatifs, les dernières législatives n'ont pas confirmé la capacité du mouvement macroniste à capitaliser sur ces dépressions électorales successives. Surtout, les équilibres politiques dessinés en 2017 dissimulent des mouvements de fond plus anciens que les législatives de 2022 ont mis en lumière.

Des équilibres politiques en mutation

Le nouvel équilibre électoral qui émerge de la séquence de 2022 s'inscrit dans les reconfigurations à l'œuvre entre et à l'intérieur des principaux blocs politiques depuis 2012 (Figure 1).

Figure 1 : Évolution des blocs politiques en PACA (2012-2022) (% s.e.)



Les données électorales nous rappellent en premier lieu la faiblesse structurelle de la gauche dans la région. Malgré un rebond en 2022, la gauche dans son ensemble poursuit son long processus d'érosion au plan régional, entamé dès le milieu des années 1980. Celui-ci a connu une accélération notable au cours du quinquennat de François Hollande, même si le différentiel avec le niveau des forces de gauche à l'échelle nationale s'est quelque peu réduit en 2022.

Au premier tour des législatives, les forces de gauche (hors extrême-gauche) totalisent en PACA 26,8 % des suffrages exprimés contre 31,5 % au plan national, soit un écart de 4,7 points (en 2012, l'écart était de 6,6 points). En comparaison de 2017, le score peut paraître flatteur, d'autant que depuis les régionales de 2015, la gauche n'a plus aucun élu au Conseil régional PACA. Rappelons qu'aux régionales de 2021, c'est l'écologiste Jean-Laurent Félizia (EELV) qui menait la liste ralliant le PS, le PC et Génération.s. Cette alliance avait illustré la fragilité d'une gauche partisane (PS et PC) bousculée dans les scrutins locaux par EELV, en quête de leader après les conversions à LREM en 2017 (Ivaldi et Pina, 2017) et contrainte de jouer les forces d'appoint. Mais comme 6 ans plus tôt, la gauche se retirait de la bataille régionale après le 1^e tour, pour ne pas être accusée d'avoir permis une victoire RN au Conseil régional.

La séquence de 2022 confirme aussi que « la gauche » est une catégorie trop homogénéisante, tant la décroissance électorale frappe plus durement la gauche socialiste depuis 2012 (avec en 2022, l'insuccès des candidats du PS et des Radicaux de gauche lors des législatives comme en 2017, et le maintien du PCF dans la 13^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône, détenue depuis 1988 par le PC¹²), un temps au profit des écologistes (2020-2021) puis de la France Insoumise en 2022. Dans la suite de l'élection présidentielle qui confirme la domination à gauche de Jean-Luc Mélenchon avec 21,8% des voix et la marginalisation du PS et des écologistes, LFI, sous l'égide de la NUPES, démontre sa capacité à remporter 3 des 7 circonscriptions marseillaises, au bénéfice de la campagne très active qu'y mènent le parti et son leader, député sortant de la 4^e auquel succède Manuel Bompard en 2022. La victoire de la gauche dans la cité phocéenne en 2020 n'est sans doute pas étrangère à ces succès législatifs, tant LFI, en particulier, a su s'implanter à Marseille (Peraldi et Samson 2020) et venir s'appuyer sur Printemps Marseillais pour construire des réseaux locaux, nécessaires pour les candidats à la députation.

Second grand enseignement, les scrutins de 2022 confirment le déclin continu de la droite traditionnelle dans l'ère post-Sarkozy. En 2012, la droite, derrière l'UMP, emportait encore un tiers environ des suffrages dans la région, 4 points au-dessus de son niveau national ; en 2017, son score se situe autour de 22 % et il est à peine supérieur aux performances du parti sur l'ensemble du pays¹³. Cinq ans plus tard, la chute de la droite est brutale : avec 4,4 % des exprimés (soit 0,4 points de moins que son score national)¹⁴, Valérie Pécresse fait moins bien dans la région que dans le reste du pays, sur fond de tensions fortes entre Républicains en PACA dans les mois qui précèdent le scrutin présidentiel. Aux législatives, les candidats de la droite (pour certains pourtant bien implantés comme Julien Aubert dans la 5^{ème} circonscription du Vaucluse ou Bernard Reynès dans la 15^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône, tous deux battus dès le 1^e tour) totalisent à peine 12,2 % des voix dans la région, contre 13,6 % au niveau national.

Les données électorales illustrent la situation d'une droite prise en étau entre le RN – accompagné en 2022 d'Éric Zemmour et de son nouveau parti Reconquête ! – et le centre macroniste, reflétant

¹² A l'exception du court mandat d'Olivier Darrason (UDF) entre 1993 et 1997.

¹³ En 2012, les Républicains et leurs alliés centristes de l'UDI peuvent encore s'appuyer sur un réseau dense d'élus locaux – dont 40 députés et sénateurs et deux tiers des élus départementaux (166 sur 252) –, une domination politique dans les grandes villes de la région – Marseille, Nice, Aix-en-Provence et Toulon – ainsi que la présidence de cinq des six conseils départementaux de PACA.

¹⁴ Pour rappel, en 2017, François Fillon obtenait 22,4% des suffrages au 1^e tour de la présidentielle dans la région et se plaçait deuxième derrière Marine Le Pen.

par ailleurs la fragmentation de LR en interne et la lutte entre sa composante « Macron-compatible » (à l'image de Christian Estrosi ou de Hubert Falco) et droitière (à l'instar du principal rival du maire de Nice dans les Alpes-Maritimes, Éric Ciotti). De ce point de vue, nous retrouvons en PACA des observations réalisées par Rémi Lefebvre (2021, p. 13) au niveau national : « [La droite voit son] espace politique [...] asséché, elle est déchirée entre la tentation de rejoindre l'extrême droite et l'attraction idéologique de La République en marche ».

D'abord, sur les terres de la droite, la séquence de 2022 confirme bien l'inversion du rapport de force droite/extrême-droite visible depuis les régionales de 2015. En 2012, la droite classique avait encore maintenu son avantage sur l'extrême-droite ; cette avance avait disparu à l'occasion des régionales de 2015 puis de la présidentielle de 2017. En 2021, le scrutin régional avait une nouvelle fois placé le RN et son candidat, Thierry Mariani, en tête avec 36,4 % des voix devant le candidat de la droite, Renaud Muselier. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, le bloc d'extrême-droite (Le Pen +Zemmour) réunit 39,3 % des suffrages exprimés en PACA ; aux législatives qui suivent, les candidats RN et Reconquête totalisent 33,2 % des voix et la formation lepéniste s'impose là encore comme le premier parti dans la région.

Ensuite, si Emmanuel Macron demeure en deçà de son niveau national dans la région en 2022 – tout comme cinq ans auparavant –, il semble bien avoir été en mesure cependant de « mordre » de manière significative sur l'électorat de la droite traditionnelle. Alors qu'en 2017, il n'était en tête que dans une seule ville de plus de 20.000 habitants dans la région (Gap dans les Hautes-Alpes), cinq ans plus tard, le président sortant « l'emporte » dans une dizaine de ces communes, en particulier dans les villes encore acquises à la droite en 2017, à l'image de Nice, d'Aix-en-Provence, de Cannes ou d'Antibes. A l'échelle des 946 communes, les pertes enregistrées par Valérie Pécresse en avril 2022 par rapport au score de François Fillon en 2017 sont fortement corrélées avec les gains d'Emmanuel Macron sur la même période (0,64), le score d'Éric Zemmour (0,37) et, plus faiblement, les gains enregistrés par Marine Le Pen dans les communes où elle progresse (0,24). Au niveau agrégé, un glissement possible vers le président sortant de l'électorat LR est particulièrement visible dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var où la corrélation est de 0,8 contre 0,5 dans les quatre autres départements de la région. Les transferts vers le leader de Reconquête ! ont, eux, été potentiellement plus importants dans les trois départements du littoral – Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône et Var – avec des corrélations de l'ordre de 0,4 au niveau des communes, qui disparaissent ailleurs.

La droite républicaine apparaît dès lors non seulement amoindrie électoralement mais aussi mise en tension entre des tentations politiques contraires, dont celle d'une extrême droite en dynamique ayant tiré parti de scrutins « intermédiaires » pour établir des élus dans les assemblées régionales et départementales ou dans les conseils municipaux.

La notabilisation des candidats RN, autre explication de l'enrayement de la machine macroniste

Une explication des résultats des scrutins de juin 2022 est à aller chercher dans la manière dont l'extrême droite s'est appuyée sur des élections, certes moins visibles au niveau national, pour installer dans le paysage électoral ses candidats potentiels à la députation. A rebours d'un parti investissant des « obscurs et des sans-grade » (Mayer et Perrineau 1996, p. 53) dans les années 1980, le parti lepéniste version Marine Le Pen a redoublé d'efforts pour stabiliser et promouvoir ses élus.

Car, en PACA, le parti a ainsi pu compter en 2022 sur des candidats déjà détenteurs de mandats locaux, obtenus depuis plus de 10 ans parfois. En PACA, tous les députés RN peuvent se prévaloir d'une expérience politique acquise avant les législatives. Ils peuvent profiter tout autant de cette

implantation que de la porosité idéologique, voire des passerelles qui existent ponctuellement entre droite et extrême-droite dans la région, déjà actée lors des régionales de 1986 quand, « bien que la droite classique dispose de la majorité relative, une alliance est passée entre celle-ci et le FN. Ces soutiens ou accords sont récompensés par l'entrée du FN dans plusieurs exécutifs régionaux : une vice-présidence dans trois régions (Haute-Normandie, Picardie, Languedoc-Roussillon) et deux en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. » (Mayer et Perrineau 1996, p. 48)

Ainsi, les résultats de 2022 attestent de l'ancrage historique du parti dans le grand pourtour méditerranéen¹⁵ et de la notabilisation croissante des élus frontistes sur le terrain. Depuis 2014, la région a fourni au FN parmi ses plus gros contingents d'élus locaux (Ivaldi et Pina, 2016, 2022)¹⁶. En dépit de performances à la baisse en 2021, le parti obtient encore 39 sièges de conseillers régionaux et 10 élus dans les conseils départementaux de la région – soit près de 40% de ses 26 sièges au plan national –, dont 6 dans le Vaucluse. De ce point de vue, les élections régionales de 2015 et 2021 peuvent être considérées comme des « incubateurs électoraux » (Bidégaray 2004) permettant à l'extrême-droite de conquérir une légitimité politique localisée à fort rendement législatif.

En 2022, le RN a désormais des bases électorales solides et des réseaux d'élus structurés en PACA. Les députés RN nouvellement élus ont fait leurs armes soit au Conseil régional (c'est le cas de 12 d'entre eux), soit au sein de l'assemblée de leur département (3 sont concernés, dans le Var et le Vaucluse), quand ils ne cumulent pas avec des mandats municipaux (15 élus municipaux, dont 13 qui ont en parallèle un mandat départemental ou régional). Dans le même temps, le mandat d'eurodéputée est détenu par deux nouvelles députées RN en PACA. Au total, tous et toutes ont déjà exercé au moins un mandat¹⁷. Si l'on y ajoute l'engagement au sein des instances du FN-RN ou des expériences passées comme attachées parlementaires, les élus de 2022 n'ont rien de novices en politique.

Deux départements éclairent particulièrement ce phénomène : le Var et le Vaucluse. Ainsi, à eux seuls, ces départements élisent 11 des 21 députés RN de la région (soit 52% des élus RN en PACA), alors qu'ils ne comptent que pour 30% des sièges à pourvoir dans la région. Cela confirme une implantation plus ancienne du FN-RN dans ces deux départements, où, dès les élections départementales de 2015, 10 élus frontistes faisaient leur entrée sur les bancs de ces assemblées. En 2022, le RN gagne quatre sièges sur cinq dans le Vaucluse¹⁸, département longtemps présenté comme la porte d'entrée du parti frontiste en région PACA, du fait en particulier des résultats significatifs du parti depuis les années 1980, accentués depuis 2010 que ce soit pour les scrutins départementaux, municipaux ou régionaux (Lagier-Marchand 2017). Dans ce département, le RN ne peine plus en 2022 à confirmer aux législatives l'alignement de « ses performances locales sur ses scores nationaux » (Lagier-Marchand 2017, p. 34).

Cette implantation en dynamique depuis la dernière décennie peut aussi se constater dans les stratégies du RN face à Reconquête. Ce dernier présentait des candidats dans toutes les circonscriptions de la région à l'exception de la 1^e des Alpes-Maritimes, détenue par Éric Ciotti, et

¹⁵ On oublie un peu vite, en ne se concentrant que sur les élus, qu'en 2012, le FN était présent au second tour des législatives dans 23 circonscriptions, dont 11 avec triangulaires.

¹⁶ En 2014, 338 des 1544 conseillers municipaux FN (22 %) étaient issus d'un des six départements de PACA. En mars 2015, 10 des 62 conseillers départementaux FN élus l'ont également été dans la région, en particulier dans le Var et Vaucluse, représentant le deuxième plus important *pool* d'élus après le Nord Pas de Calais Picardie (26 conseillers FN).

¹⁷ L'appui sur des élus déjà implantés est d'ailleurs plus largement une stratégie du parti au niveau national : 82% des nouveaux députés RN ont eu un mandat électif précédemment.

¹⁸ Seule la 5^e circonscription revient à Ensemble!, avec le candidat Jean-Marc Lavisolo (ex-PS) qui ravit la circonscription à Julien Aubert, député LR proche d'É. Ciotti éliminé dès le 1^e tour.

de la 4^e du Vaucluse, où Marie-France Lhoro, députée sortante Ligue du Sud, a obtenu les soutiens conjoints de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour, seule exception de la région PACA. Ne pouvant s'appuyer sur le même réseau d'élus, les candidats zemmouristes n'ont à leur avantage ni la même implantation et ni la même expérience politique. Pour certains très jeunes, pour d'autres parachutés pour l'occasion, comme Éric Zemmour lui-même dans la 4^e circonscription du Var (où il terminera 3^e avec 23,2% des voix), ils ne peuvent guère compter sur le parrainage de grands noms du parti qui ont préféré ne pas se porter candidats¹⁹. Si l'on fait exception de Marie-France Lhoro dans le Vaucluse, toute tentative de rapprochement d'élus RN avec Reconquête ! est même l'occasion de régler quelques comptes en interne, comme Philippe Vardon a en fait l'amer constat dans les Alpes-Maritimes. Faute d'investiture RN, il est contraint de candidater sous l'étiquette Reconquête ! dans la 3^e circonscription du département, où il obtient le troisième meilleur score du parti en région PACA sans parvenir toutefois à se qualifier pour le second tour. A Marseille, Stéphane Ravier, ex-RN ayant rallié Éric Zemmour, a lui aussi assisté impuissant à la victoire de la candidate lepéniste, Gisèle Lelouis, dans la 13^e circonscription où il soutenait sa nièce, Sandrine D'Angio, éliminée dès le premier tour.

Conclusion. Retour vers le futur ? Une région acquise au RN

Les élections de 2022 ont marqué une nouvelle étape de l'implantation du RN en PACA, implantation qui s'inscrit dans une tendance lourde d'ancrage de la région à l'extrême-droite depuis les années 1980. Les performances de la formation lepéniste dans la région voisine d'Occitanie²⁰ confirment par ailleurs ce tropisme méridional du RN, et, plus généralement, la porosité idéologique et électorale qui existe traditionnellement entre droite et extrême-droite dans le grand pourtour méditerranéen (Gougou et Labouret 2013).

S'il faut naturellement rappeler ici l'hétérogénéité de l'espace régional et les différentes implantations des principales forces politiques dans les territoires, le succès de l'extrême-droite en PACA nous invite à considérer un double effet de normalisation et d'institutionnalisation du RN. Jusqu'au paravant, le FN s'efforçait, comme le notait il y a quelques années Thomas Ehrhard, de « proportionnaliser le scrutin majoritaire en faisant prévaloir des considérations nationales (favorables) au détriment des dimensions locales (défavorables) induites par le mode de scrutin » (Ehrhard, 2016, p. 91). En 2022, en PACA, le RN a pu certes continuer de jouer sur la nationalisation des enjeux, mais il a surtout été en mesure de dépasser le handicap structurel du scrutin majoritaire. Pour ce faire, le mouvement lepéniste s'est appuyé sur des élus implantés localement, bénéficiant à leur tour d'un effet « d'autochtonie » jusque-là plutôt observable à droite, notamment dans le département des Alpes-Maritimes, ou à gauche dans les Hautes-Alpes.

De ce point de vue, l'ensemble des scrutins précédents, entre 2012 et 2021, fait figure *a posteriori* d'avertissement avant les législatives de 2022. Construite presque à bas bruit dans des élections locales en particulier, la domination du RN s'exprime désormais au grand jour, malgré un mode de scrutin considéré jusqu'alors comme défavorable. Surtout, les scrutins de 2022 marquent, en PACA notamment, une nouvelle étape de l'institutionnalisation de l'extrême-droite, sa « stabilisation » au sens d'Harmel et Svåsand (1993), reflétant le développement organisationnel du parti lepéniste au plan local et, plus fondamentalement encore, sa capacité à asseoir sa réputation, son acceptabilité publique et sa crédibilité électorale.

Parallèlement, la séquence électorale de 2022 aura illustré la double transformation du macronisme, de force d'alternative et de renouveau à celle de gouvernement en premier lieu, et de mouvement

¹⁹ Sébastien Schneegans, « Législatives : qui sont les candidats investis par Reconquête ! ? », *Le Point*, 7/05/2022.

²⁰ Voir dans ce numéro la contribution de J. Audemard et E. Négrier.

« grignotant » d'abord la gauche régionale en 2017, puis essentiellement la droite en 2022 en second lieu.

En PACA, enfin, le format duopolistique qui avait émergé des scrutins de 2017 laisse place à une structure tripolaire très nettement dominée par le bloc d'extrême-droite et marquée par la faiblesse de la gauche – rétractée sur sa composante radicale (LFI, PCF) – et d'une droite insularisée. Le centre macroniste fait encore preuve de résistance mais dans un système partisan qui paraît désormais en suspension. Si l'on suit ici encore l'hypothèse d'Harmel et Svåsand, l'ultime phase de développement pour le RN dans la région devrait consister à tisser des liens avec les autres partis. Les scrutins locaux et régionaux, voire européen, à venir lui en fourniront l'opportunité, d'autant que le RN pourra s'appuyer sur des élus qui ont déjà, pour certains, changé d'allégeance partisane au cours de la décennie précédente.

Bibliographie

- Bidégary Ch. (2004), « Quels présidents pour les régions ? Les effets pervers des modes de scrutin », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°4, pp. 595-620.
- Dolez B. (2004), « À la recherche de l'abstentionnisme différentiel. Actualité d'une vieille question », *Revue française de science politique*, n°4, vol. 54, pp. 669-680.
- Dolez B. et alii (2022), *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Grenoble, PUG.
- Dupoirier É., Frognier A.-P. (2009), « Les temporalités de la décision électorale. Approche comparée de la France et de la Belgique (Wallonie) », *Revue française de science politique*, n°3, vol. 59, pp. 507-533.
- Ehrhard T. (2016), « Le Front national face aux modes de scrutin : entre victoire sous conditions et influences sur le système partisan », *Pouvoirs*, 157, pp. 85-103.
- Gougou F., Labouret S. (2013), « La fin de la tripartition ? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan », *Revue française de science politique*, n°2, vol. 63, pp. 279-302.
- Harmel, R., Svåsand, L. (1993), "Party leadership and party institutionalization: Three phases of development", *West European Politics*, 16:2, pp.67-88.
- Ivaldi G., Pina Ch. (2016), « Les élections régionales de 2015 en Provence-Alpes-Côte d'Azur : une victoire à la Pyrrhus ? », *Revue politique et parlementaire*, n°1078, pp. 139-150.
- Ivaldi G., Pina Ch. (2017), « PACA : 2017, entre permanence et bousculements des équilibres politiques », *Pôle Sud*, n°47, vol. 2, pp. 179-194.
- Ivaldi G., Pina Ch. (2022) « Élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'azur, 20-27 juin 2021 », *Blue*, vol. 1, n°2, pp. 64-69.
- Jacquet-Vaillant M. (2022), « Le vote Éric Zemmour : l'avènement électorale d'une autre extrême droite ? », in Perrineau P. (dir.), *Le vote clivé*, Grenoble, PUG, pp. 155-179.
- Lagier-Marchand Ch. (2017), *Le vote FN*, Bruxelles, De Boeck Supérieur.
- Laurent A., Dolez B., Chiche J. (2022), « Les élections législatives : pas de 'lune de miel' pour le Président », in Perrineau P. (dir.), *Le vote clivé*, Grenoble, PUG, pp. 239-269.
- Lefebvre R. (2021), « Emmanuel Macron, de la disruption à la banalisation », *Esprit*, 7-8, pp. 10-14.
- Lefebvre R. (2022a), « Que sont devenus les partis-mouvements ? La France insoumise et La République en marche depuis 2017 », *Esprit*, pp. 167-178.
- Lefebvre R. (2022b), « En marche ! à l'épreuve du local. Jouer la carte du territoire », in Dolez B. et alii (dir.), *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Grenoble, PUG, pp. 103-116.
- Marcé C., Chiche, J. (2017), « Les législatives, une dynamique présidentielle confortée ? » in Pascal Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif : Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 297-306.

Martin, P. « Les élections régionales et départementales de juin 2021 », *Commentaire*, vol. 175, n° 3, 2021, pp. 543-550.

Mayer N., Perrineau P. (1996), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po.

Peraldi M., Samson M. (2020), *Marseille en résistances : Fin de règnes et luttes urbaines*, Paris, La Découverte.

Perrineau P. (dir.) (2022), *Le vote clivé*, Grenoble, PUG.

Annexe 1 : Résultats de l'élection présidentielle de 2022 en PACA

Liste des candidats	1 ^{er} tour			2 nd tour		
	Voix	% Exp.	Diff. Nat.	Voix	% Exp.s	Diff. Nat.
Mme Marine LE PEN	732 078	27,60	4,45	1 237 817	50,48	9,03
M. Emmanuel MACRON	619 272	23,34	-4,51	1 214 186	49,52	
M. Jean-Luc MÉLENCHON	524 211	19,76	-2,19			
M. Éric ZEMMOUR	310 717	11,71	4,64			
Mme Valérie PÉCRESSE	116 094	4,38	-0,4			
M. Yannick JADOT	107 625	4,06	-0,57			
M. Jean LASSALLE	72 830	2,75	-0,38			
M. Nicolas DUPONT-AIGNAN	60 186	2,27	0,21			
M. Fabien ROUSSEL	54 718	2,06	-0,22			
Mme Anne HIDALGO	29 501	1,11	-0,64			
M. Philippe POUTOU	16 219	0,61	-0,16			
Mme Nathalie ARTHAUD	9 457	0,36	-0,2			

Source : ministère de l'Intérieur

Annexe 2 : Affrontements au second tour en région PACA (2012-2022)
(en gras, les formations vainqueurs)*

Dpt	2012		2017		2022		
04-1	PS	UMP	LREM	FN	RN	EELV-Nupes	
04-2	PS	UMP	FI	LREM	LREM-Ensemble	LFI - Nupes	
05-1	PS	UMP	LREM	LR	LFI - Nupes	LREM-Ensemble	
05-2	RDG	UMP	LREM	DIVD	LREM-Ensemble	LFI - Nupes	
06-1	UMP	PS	LREM	LR	LR	LREM-Ensemble	
06-2	UMP	Ecolo	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble	
06-3	Nv Centre	PS	LREM	FN	Horizon-Ensemble	LFI - Nupes	
06-4	UMP	FN	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble	
06-5	UMP	PS	LR	FN	Horizon-Ensemble	LR	
06-6	UMP (1T)	PS	Modem	LR	RN	Horizon-Ens	
06-7	UMP (1T)	DVG	LREM	LR	LR	LREM-Ensemble	
06-8	UMP	FN	LREM	LR	LR	Horizon-Ens	
06-9	UMP	PS	LREM	LR	LR	RN	
13-1	PS	UMP	LREM	LR	RN	LREM-Ensemble	
13-2	UMP	PS	LREM	LR	LREM-Ensemble	EELV-Nupes	
13-3	FN	PS	FN	LREM	LFI - Nupes	RN	
13-4	PS	FN	LREM	FI	LFI - Nupes	LREM-Ensemble	
13-5	RDG	UMP	LREM	FI	LFI - Nupes	LREM-Ensemble	
13-6	UMP	Ecolo	FN	Modem	LR	LREM-Ensemble	RN
13-7	PS	FN	FN	LREM	LFI - Nupes	RN	
13-8	UMP	PS	FN	LREM	FN	LREM-Ensemble	RN
13-9	UMP	FN	Modem	LR	RN	LFI - Nupes	
13-10	UMP	EELV	FN	LREM	FN	RN	LFI - Nupes
13-11	PS	UMP	Modem	LR	Modem-Ensemble	RN	
13-12	UMP	PS	FN	LREM	LR	RN	LR
13-13	FG	PS	FN	COM	LREM	PCF - Nupes	RN
13-14	PS	UMP	LREM	LR	LREM-Ensemble	LFI - Nupes	
13-15	UMP	DvG	FN	LREM	LR	RN	Modem-Ens.
13-16	PS	FN	FN	LREM	RN	PS - Nupes	
83-1	UMP	PS	LREM	LR	LREM-Ensemble	RN	
83-2	UMP	PS	FN	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble
83-3	UMP	RDG	FN	LREM	LR	LREM-Ensemble	RN
83-4	UMP	FN	LREM	FN	LREM-Ensemble	RN	
83-5	UMP	FN	Modem	FN	RN	Modem-Ens.	
83-6	UMP	FN	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble	
83-7	UMP	DvG	FN	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble
83-8	UMP	PS	FN	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble
84-1	PS	FN	UMP	LREM	FN	LFI - Nupes	RN
84-2	UMP	FN	LREM	LR	RN	Modem-Ens.	
84-3	FN	UMP	PS	LREM	FN	RN	LREM-Ensemble
84-4	PS	Ligue du Sud	LREM	Ligue du Sud	RN	LREM-Ensemble	
84-5	PS	UMP	LREM	LR	LREM-Ensemble	RN	

* L'ordre de présentation des étiquettes des candidats par circonscription correspond aux scores obtenus au 1^{er} tour par ordre décroissant.

Résultats par famille politique :

2012 : 1 Front de gauche, 13 PS et RDG, 1 EELV, 25 UMP, 1 Ligue du Sud, 1 FN

2017 : 1 PCF, 1 France Insoumise, 24 LREM et alliés, 15 LR, 1 Ligue du Sud

2022 : 5 NUPES, 11 Ensemble, 5 LR, 21 RN